

Parmi les problèmes auxquels doit faire face le processus de paix entre les populations, mentionnons :

- Jusqu'où et avec quelle rapidité peut-on élargir le processus, et celui-ci peut-il effectivement déborder du sud?
- Comment faire savoir qu'il existe une réconciliation au niveau communautaire, en particulier pour informer les groupes et les personnes de la diaspora?
- Comment engager la société civile du nord et celle du sud dans un processus commun ou dans un partage de l'information?

Les composantes clés de la paix et un règlement négocié incluent les ententes déjà conclues dans le cadre du processus de médiation de l'IGAD, notamment une déclaration de principe. Les principaux sujets de controverse sont les suivants :

- La séparation entre la religion et l'État, et la question de la constitution de 1998.
- Les frontières entre le nord et le sud, et la question du pétrole dans un État unifié.
- L'autodétermination en ce qui concerne l'unité ou la succession, et le référendum.
- Le partage équitable du pouvoir et des richesses.
- La fin du conflit entre le gouvernement du Soudan et l'Armée populaire de libération du Soudan, et le partage des pouvoirs.
- Le rapatriement des personnes exilées ou déplacées dans le pays.
- Les secours humanitaires.
- Le rôle des groupes d'opposition du nord dans les pourparlers, et les enjeux spécifiques des groupes spécifiques du sud du Soudan.

Sur le plan international, les organismes peuvent intervenir de plusieurs façons, dont voici quelques-unes :

- Les ONG peuvent exercer des pressions pour s'assurer du soutien au sein de l'IPF quant à leur rôle dans le processus de paix.
- Les organismes peuvent organiser davantage de conférences, réunions et forums afin de discuter de la stratégie du processus de paix au Soudan, conservant au processus de paix la plus grande priorité possible à l'ordre du jour international.
- Les ONG et les organismes multilatéraux peuvent exercer des pressions sur le GS et la SPLA afin de permettre l'accès à davantage de secours en nature dans le pays, destinés à toutes les personnes, dans toutes les régions du pays - pour aider à assurer la subsistance des personnes dans cette situation critique.
- Les ONG peuvent exercer des pressions sur le GS afin d'accroître considérablement le travail de réinstallation et de réhabilitation des personnes déplacées à l'intérieur du pays, y compris l'éducation pour tous et les services de santé.

Les orateurs et les participants du forum d'Ottawa ont fermement réclamé qu'on exerce des pressions sur le GS et le SPLM ainsi que sur l'IGAD afin que la société civile soit impliquée dans le processus de paix. On a exprimé la ferme volonté que l'IPF agisse de façon à aider les ONG et les organismes de la société civile soudanaise à faire partie du processus de paix.

On a demandé un appui international pour encourager et faciliter la communication nord-sud entre les organisations de la société civile, y compris des fonds destinés à des rencontres et à l'échange de renseignements. Cela permettrait aux Soudanais de prendre en charge leurs propres problèmes, de s'organiser et de corriger les erreurs, de s'entendre sur les objectifs, les modes de